

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 27/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERSEN (ex-PICHETA)

Zone d'activités ECOPOLE
Chemin des Gravieres
78510 Triel-sur-Seine

Code AIOT : 0006511004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2023 dans l'établissement TERSEN (ex-PICHETA) implanté Zone d'activités ECOPOLE Chemin des Gravieres 78510 Triel-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 10/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conditions hydro-météorologiques exceptionnelles de l'année 2022 ont conduit à généraliser, au cours de l'été, la mise en œuvre du dispositif de gestion de la sécheresse sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Des situations d'étiage sévère des cours d'eau ont été rencontrées sur l'ensemble des bassins. Pour faire face à cette situation, des arrêtés de limitation des usages de l'eau ont été pris dans l'ensemble des départements métropolitains.

Dans ce cadre, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a engagé une action nationale « sécheresse » visant à évaluer les économies déjà réalisées avant la prise de restrictions complémentaires ainsi que les bonnes pratiques mises en œuvre au sein des établissements, et à recenser les installations ne disposant pas de prescriptions dédiées dans leurs arrêtés préfectoraux.

L'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERSEN (ex-PICHETA)
- Zone d'activités ECOPOLE Chemin des Graviers 78510 Triel-sur-Seine
- Code AIOT : 0006511004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TERSEN exploite sur le site de Triel-sur-Seine :

- un centre de tri et massification des déchets du BTP (7 flux), des travaux des artisans, entreprises, particuliers (pour les déchets amiantés notamment), collectivités et administrations ;
- une installation de concassage-criblage mobile de matériaux minéraux comme le béton, en vue de son recyclage (cette installation n'est pas à demeure sur site) ;
- une activité de négoce de matériaux (sable, cailloux).

Les installations actuelles relèvent du régime de l'autorisation et sont encadrées par l'arrêté préfectoral n°07-058/DDD du 16 avril 2007 modifié notamment par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2018-46132 du 30 mai 2018.

Les principaux enjeux environnementaux du site de Triel-sur-Seine sont le risque incendie, la prévention des nuisances sonores et la pollution des eaux superficielles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données à l'inspection précédente en date du 15/03/2018 ;
- la gestion de la ressource en eau ;
- la prévention de la pollution aqueuse ;
- la prévention du risque industriel ;
- la gestion des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.1.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Isolement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.2.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Entretien des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.2.5	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Effluents de l'installation	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.3.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Valeurs limites des rejets – effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.3.6 et 4.3.8	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Autosurveillance – périodicité et transmission	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 10.2.2 et AM du 28/04/2014, art. 1er	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Détection de rayonnements ionisants	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 5.5.1, 5.5.2 et 5.5.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	Moyens de lutte contre l'incendie - entretien	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 7.5.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 1.2.1	Sans objet
3	Sécheresse – Mesures générales en cas de sécheresse	Code de l'environnement du 25/06/2021, article R.211-21-1	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.2.3	Sans objet
10	Bruit	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 10.2.3 et Annexe : tableau récapitulatif des contrôles périodiques	Sans objet
11	Plan des zones à risque	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 7.2.3	Sans objet
12	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 2.1.3	Sans objet
13	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article article R. 541-45	Sans objet
14	Déchets amiante - ciments	Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 9.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Selon l'exploitant, les installations n'ont pas subi des modifications depuis le dernier classement ICPE acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mai 2018. Toutefois, le régime de certaines rubriques de la nomenclature ICPE a évolué, avec notamment le passage à enregistrement de certaines rubriques. L'exploitant devra ainsi prendre en compte les prescriptions applicables à ces installations, sous réserve des conditions précisées dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

L'exploitant assure un suivi de la consommation d'eau de son site et a mis en place une sensibilisation aux enjeux liés à la sécheresse. L'exploitant devra s'assurer que le réseau d'eau potable dispose bien d'un disconnecteur, afin d'éviter toute pollution.

L'exploitant a mis en place des consignes sur site, notamment afin d'éviter la pollution de l'eau en cas de déversement accidentel.

L'exploitant doit justifier les éléments techniques ne lui permettant pas d'assurer une mesure en continu des rejets aqueux prescrite par l'arrêté préfectoral du 16 avril 2007. Il doit également transmettre à l'inspection les résultats de son autosurveillance des rejets aqueux via la plateforme dédiée de télétransmission GIDAF.

L'exploitant doit poursuivre le travail d'identification des causes des dépassements des valeurs limites d'émission des rejets aqueux de son installation, notamment en DCO et le rapport DCO/DBO5 et mettre en place les actions correctives nécessaires.

L'exploitant doit respecter la fréquence semestrielle prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2007 pour la vérification des moyens d'intervention en cas d'accident,

notamment pour les extincteurs présents dans son établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE / modifications			
Prescription contrôlée : Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
N° Rubrique	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant: supérieur ou égal à 1000m³	Mono Matières entrant sur site et déchets triés: Volume maximal susceptible d'être présent sur site : Soit au total : 2 000 m³	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant: 2- supérieure ou égale à 10t/j	Broyage d'ordures ménagères et autres résidus urbains: La quantité de déchets susceptibles d'être traités étant : 200 tonnes/jour.	A
2710-1a <i>Bénéfice de l'antériorité (décret du 20 mars 2012)</i>	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 7 tonnes	Déchetterie aménagées pour la collecte de déchets d'amiante La quantité maximale de déchets susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 25 tonnes	A
2710.2a <i>Bénéfice de l'antériorité (décret du 20 mars 2012)</i>	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : Supérieur ou égal à 600 m³	Déchetterie aménagée pour la collecte de déchets non dangereux > 600 m³	A
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant: 1-supérieure à 200KW	Broyage, concassage et criblages de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée étant supérieure à 800 kW.	A
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : supérieur ou égal à 100m³ mais inférieure à 1 000 m³	Déchets en mélange (DIB, OM...) réceptionnés sur le quai de transfert: Volume maximal susceptible d'être présent sur le site : 600 m³	DC
2517-2 <i>Bénéfice de l'antériorité (décret du 26/11/2012)</i>	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2 - Supérieure à 10 000 m² mais inférieure ou égale à 30 000 m²	Capacité de stockage: 15 000 m²	E

A (Autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration) ou NC (Non classable)

Constats :

L'exploitant précise ne pas avoir apporté des modifications aux activités exercées dans son établissement depuis le dernier classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement acté par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires (APC) n°2018-46132 du 30 mai 2018.

L'inspection constate qu'une petite quantité de déchets d'équipements électriques et électroniques (réfrigérateurs, écrans) est entreposée sur dalle béton dans une zone dédiée qui n'est pas à l'abri des intempéries. L'exploitant précise qu'il limite les quantités de DEEE entreposées dans cette zone avant enlèvement.

L'inspection précise à l'exploitant que le régime de classement de certaines rubriques de son classement et les intitulés de certaines rubriques ont évolué suite à des modifications de la nomenclature des installations classées :

N° Rubrique	Régime acté par l'APC n°201846132 du 30 mai 2018	Régime en vertu des évolutions de la nomenclature des ICPE	Autres modifications introduites dans la rubrique par les évolutions de la nomenclature des ICPE
2714-1	A (Autorisation)	E (Enregistrement) (en vertu du décret n°2018-458 du 6 juin 2018)	<u>Intitulé de la rubrique modifié par le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 :</u> Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ; (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³. (D)
2791-1	A	A (pas de changement de régime)	<u>Intitulé de la rubrique modifié par le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 et par le décret n°2023-153 du 2 mars 2023 :</u> Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ; (A-2) 2. Inférieure à 10 t/j. (DC)
2710-1a	A	A (pas de changement de régime)	<u>Intitulé de la rubrique modifié par le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 :</u> Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t (A - 1) b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC)
2710-2a	A	E (en vertu du décret n°2018-458 du 6 juin 2018)	<u>Intitulé de la rubrique modifié par le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 :</u> Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m³ (E) b) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³ (DC)
2515-4 2515-1a	A	E (en vertu du décret n°2018-900 du 22 octobre 2018)	<u>Intitulé de la rubrique modifié par le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 :</u> 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :

N° Rubrique	Régime acté par l'APC n°201846132 du 30 mai 2018	Régime en vertu des évolutions de la nomenclature des ICPE	Autres modifications introduites dans la rubrique par les évolutions de la nomenclature des ICPE
			a) Supérieure à 200 kW (E) b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW (D)
2716-2	DC (Déclaration avec contrôle)	DC (pas de changement de régime)	<u>Intitulé de la rubrique modifié par les décrets n°2018-458 du 6 juin 2018 et n°2020-828 du 30 juin 2020:</u> Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ; (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ . (DC)
2517-2 2517-1	E	E (pas de changement de régime)	Le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 a modifié la rubrique 2517 de la nomenclature ICPE. Comme le site a une capacité de stockage de 15 000 m ³ , le régime de classement reste le même (enregistrement), mais l'activité relève désormais de la rubrique 2517-1 de la nomenclature des ICPE : Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ² (E) 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² (D)

L'inspection rappelle à l'exploitant que :

- son établissement reste soumis au régime de l'autorisation (rubriques 2791-1 et 2710-1a) et que les actes administratifs précédemment délivrés à sa société restent applicables (notamment l'arrêté n°07-058/DDD du 16 avril 2007) ;
- que les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques soumises à enregistrement (2714-1, 2710-2a, 2515-1a et 2517-1) sont applicables à ses installations. Les conditions d'applicabilité des prescriptions de ces arrêtés aux installations existantes sont précisées dans ces arrêtés ;
- que l'exploitant peut solliciter des aménagements des prescriptions applicables dans les conditions précisées à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.1.1												
Thème(s) : Risques chroniques, Protection du réseau et prélèvements												
Prescription contrôlée : Article 4.1.1 Prélèvements « Les installations de prélèvement dans le réseau d’eau potable d’eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d’eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés tous les mois. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l’inspecteur des installations classées. Un disconnecteur est installé sur le branchement en eau potable du site. Ce système fait l’objet d’un contrôle annuel. L’usage du réseau d’eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d’entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. Les prélèvements d’eau dans le milieu naturel sont interdits. »												
Constats : Par courriel du 20/07/2023, l’exploitant présente une synthèse mensuelle des consommations d’eau depuis 2018. Cette synthèse indique les relevés mensuels des compteurs d’eau à partir de mars 2021 et jusqu’à juin 2023, ainsi que le total consommé pour les années 2018, 2019 et 2020. La consommation annuelle est en moyenne de 700 m³ :												
<table><tr><th>Année</th><th>Consommation brute (m3)</th></tr><tr><td>2022</td><td>946</td></tr><tr><td>2021</td><td>384</td></tr><tr><td>2020</td><td>875,2</td></tr><tr><td>2019</td><td>762</td></tr><tr><td>2018</td><td>612</td></tr></table>	Année	Consommation brute (m3)	2022	946	2021	384	2020	875,2	2019	762	2018	612
Année	Consommation brute (m3)											
2022	946											
2021	384											
2020	875,2											
2019	762											
2018	612											
L’exploitant indique que son site ne dispose pas d’un forage et que le branchement en eau potable du site ne dispose pas de disconnecteur.												
Conclusion : L’exploitant doit installer un disconnecteur sur le branchement en eau potable de son établissement, conformément à l’article 4.1.1 de l’arrêté préfectoral n°07-058/DDD du 16 avril 2007.												
Type de suites proposées : Avec suites												
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale												
Proposition de délais : 3 mois												

N° 3 : Sécheresse – Mesures générales en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/06/2021, article R.211-21-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
Prescription contrôlée : « I.-Pour la mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau conformément aux objectifs fixés par l'article L. 211-1, les volumes d'eau dont le prélèvement est autorisé permettent, dans le respect des exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d'alimentation en eau potable de la population, de satisfaire ou de concilier les différents usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource. »
Constats : L'exploitant précise qu'un travail a été initié au niveau de l'entreprise TERSEN afin de répertorier les actions à mettre en place suite à la parution de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment pour mettre en place une organisation permettant de récupérer les informations en cas d'alerte sécheresse instaurant un niveau de gravité (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise). Il précise avoir mis en place une sensibilisation récurrente de son personnel au sujet de la sécheresse et des mesures à mettre en œuvre pour réduire la consommation d'eau. Il présente à l'inspection par courriel du 20/07/2023 une des fiches présentées lors de sa réunion environnement du 04/07/2023. Cette fiche présente la notion de « stress hydrique », ses impacts sur la végétation, les ressources en eau douce et la santé publique et les solutions mises en place par les collectivités et par les industries (avec notamment l'amélioration des modes opératoires plus économes en eau). Cette fiche présente aussi les différentes utilisations de l'eau dans les activités de l'entreprise TERSEN (intégration dans la production de béton, l'abattement des poussières et le lavage des équipements et des granulats). L'exploitant précise que le chef de site sensibilise également les équipes en périodes de sécheresse lors du point hebdomadaire réalisé sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Article 4.2.3 Plan des réseaux « Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). »
Constats : L'exploitant présente le plan des réseaux de son établissement. Ce plan, daté du 21/07/2023, présente : • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation du site (eau potable, le point de branchement de l'eau potable est signalé dans le plan) ; • les secteurs collectés et les réseaux associés (eaux usées, eaux pluviales, etc) ; L'inspection constate par sondage que sont signalés, en termes d'ouvrages de toutes sortes et d'épuration interne : • le poteau incendie présent sur site, • le bassin de rétention des eaux pluviales (appelé bassin de décantation dans l'arrêté préfectoral du 16/04/2007 susmentionné), • la vanne d'isolement du réseau d'eaux pluviales et effluents industriels à la sortie du bassin de décantation, • le séparateur hydrocarbures du site ; • le drain d'infiltration des eaux pré-traitées après passage par le séparateur hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Obturateurs de réseau
Prescription contrôlée : Article 4.2.2 Isolement du site « Un système permet l'isolement des réseaux avant rejet vers la zone d'infiltration notamment en cas d'incendie ou de déversement de produits dangereux. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »
Constats : Comme mentionné au point de contrôle précédent concernant le plan des réseaux, le site possède une vanne d'isolement (clapet posé sur le tuyau positionné à la sortie du bassin de décantation permettant l'isolement des réseaux avant rejet vers la zone d'infiltration. L'inspection constate que la consigne définissant le fonctionnement de la vanne n'est pas affichée à proximité du clapet, et que la procédure de déversement accidentel, version de février 2021, présente dans le classeur des procédures du poste de travail à proximité du pont bascule, ne mentionne pas le besoin d'actionner le clapet d'isolement en cas de déversement accidentel. L'inspection constate également l'absence d'une signalétique précisant la présence du clapet à proximité de son local d'installation. Par courriel du 07/08/2023, l'exploitant présente une mise à jour de procédure de déversement accidentel de produits polluants. Cette procédure précise qu'en cas de déversement accidentel, la vanne d'isolement du site doit être fermée et détaille la consigne de fonctionnement de la vanne d'isolement (clapet) du réseau du site de Triel-sur-Seine. Cette consigne : <ul style="list-style-type: none">• précise l'emplacement du clapet et indique que le clapet est repérable par un panneau d'identification avec un symbole ;• précise que le clapet est toujours en position ouverte, et qu'en cas de nécessité sa fermeture nécessite la fermeture du clapet. La consigne indique les étapes à suivre pour pouvoir accéder à la zone et fermer le clapet. L'exploitant précise que le fonctionnement du clapet est vérifié tous les mois, mais l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la consigne associée à cette vérification. Conclusions : L'exploitant doit afficher la consigne en cas de déversement accidentel mise à jour dans le classeur procédures du poste de travail à proximité du pont bascule. L'exploitant doit s'assurer que le clapet est signalé par un panneau de signalisation visible à proximité du clapet. L'exploitant doit mettre en place une consigne définissant l'entretien préventif du clapet d'isolement. Cette consigne peut notamment préciser les opérations d'entretien préventif à réaliser, la périodicité des opérations d'entretien, et l'enregistrement des opérations réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Entretien des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux
Prescription contrôlée : Article 4.2.5

« Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. »

Constats :

Par courriel du 07/08/2023, l'exploitant présente deux factures (n°220700417 et 220700416) associées aux dernières opérations annuelles de pompage et nettoyage du bassin de décantation, des regards et de la canalisation entre les regards et du séparateur hydrocarbures, en date du 11/07/2022 pour des opérations réalisées le 30/06/2022 par une société spécialisée. Le bordereau de suivi de déchets dangereux relatif au curage du séparateur hydrocarbures est annexé à la facture n°220700416. L'inspection remarque que l'annexe à ce bordereau de suivi des déchets indique une quantité de 1,5 t d'eaux mélangées à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures (code déchet 13 05 07*) en provenance du site de Triel sur Seine le 30/06/2023.

L'exploitant précise que la bâche du bassin de décantation s'est fissurée et qu'une société devrait intervenir pour le réparer dans les jours suivant la visite d'inspection. Il précise que pour cette raison, le contrôle annuel de ces ouvrages n'avait pas été réalisé. L'inspection constate que la fissure ne dépasse pas le niveau de l'eau dans le bassin au moment de l'inspection (cf. annexe photographique). L'exploitant précise que cette fissure ne porte pas atteinte à l'intégrité du bassin.

Conclusion :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs associés à la réparation de la bâche du bassin de décantation et les justificatifs associés au nettoyage du bassin et au curage du séparateur hydrocarbures réalisés au titre de l'année 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Effluents de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des débits rejetés
Prescription contrôlée : Article 4.3.3 Entretien et conduite des installations de traitement « [...] L'exploitant procède à la mesure en continu du volume des débits rejetés, au niveau d'un canal de comptage normalisé situé entre le système de séparation des hydrocarbures et le fossé drainant d'infiltration. Les débits rejetés sont comptabilisés avec un relevé hebdomadaire. »
Constats : L'exploitant précise qu'il ne réalise pas une mesure en continu du volume des débits rejetés, car le rejet n'est pas réalisé en continu dû à la configuration du système d'infiltration mis en place. Il précise également que les rejets d'eaux pluviales et des eaux industrielles ne sont pas en continu ce qui rendrait difficile la mise en place d'une mesure en continu du débit rejeté. Conclusion : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments techniques permettant de justifier l'inadaptation des prescriptions de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral n°07-058/DDD du 16/04/2007 mentionnées ci-dessus aux caractéristiques et au fonctionnement de son installation. Ces éléments techniques peuvent comprendre, par exemple, une présentation comparée des résultats et des conditions de mesure du débit (asservissement au débit ou au temps) des analyses de l'autosurveillance et des éventuels contrôles inopinés effectués sur l'installation dans les 5 dernières années et la présentation des conditions d'aménagement et de fonctionnement du point de rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Valeurs limites des rejets – effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 4.3.6 et 4.3.8

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

Article 4.3.6. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

« Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : <25°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l. »

Article 4.3.8. Valeurs limites d'émission des effluents après épuration

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètres	Concentration maximale admissible sur prélèvement 24 h	Concentration maximale admissible sur prélèvement 2 h
Matières en suspension	30 mg/l	35 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté)	30 mg/l	30 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	40 mg/l	125 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	5 mg/l

Tableau 1

Le rapport DCO/DBO5 doit être inférieur à 2,5.

Paramètres	Concentration maximale admissible sur prélèvement 24 h
Trichloréthylène	10 µg/l
Pentachlorophénol	2 µg/l
Xylène	10 µg/l
Benzo-pyrène	0,05 µg/l

Tableau 2

»

Constats :

Par courriel du 20/07/2023, l'exploitant présente les deux derniers rapports d'autosurveillance réalisés :

- Du 10 au 11 août 2022, rapport MS22_05036_PICHETA_TRIEL_SUR_SEINE_AO_UT_2022, prélèvements et analyses réalisés par une entreprise spécialisée, agréée en chimie, physico-chimie et écotoxicologie (eau douce et eau résiduaire) par le ministère en charge de l'environnement (vérification réalisée sur le site : https://www.labeau.ecologie.gouv.fr/index.php/laboratoires_agrees le 21/12/2023) et accrédité par le COFRAC les activités d'analyses/essais/étalonnages en qualité des eaux (vérification de l'accréditation réalisée sur le site :

<https://tools.cofrac.fr/fr/easysearch/index.php> le 21/12/2023).

- Du 7 au 8 mars 2023, rapport R-23-04-008, prélèvements réalisés par une entreprise spécialisée en études et mesures hygiène et environnement et analyses réalisées par un laboratoire spécialisé. L'inspection remarque que cette entreprise et ce laboratoire ne sont pas agréés par le ministère en charge de l'environnement (vérification réalisée sur le site : https://www.labeau.ecologie.gouv.fr/index.php/laboratoires_agrees le 21/12/2023).

L'inspection remarque qu'un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement a été mandaté en 2023 pour la réalisation d'un prélèvement et de l'analyse des rejets de l'établissement dans le cadre d'un contrôle inopiné sollicité par l'inspection. Ce contrôle a été réalisé en octobre 2023. Le rapport relatif à ce contrôle (n°RP23100301-rév0) relève des dépassements pour les paramètres : couleur (110 mg/L pour une VLE de 100 mg/L) et DCO (42 mg/L pour une VLE de 40 mg/L). L'inspection remarque que le rapport DCO/DBO5 peut être estimé à 6,7 (soit le rapport entre 42 mg/L et 6,23 mg/L, valeur relevée pour la DBO5), pour une VLE à 2,5.

L'inspection remarque que les deux rapports indiquent que le prélèvement n'a pas pu être asservi au débit pour des limitations liées au point de mesure du débit au droit du rejet. Les deux rapports ont ainsi réalisé des prélèvements asservis au temps pendant 24 heures. L'inspection remarque aussi que le prélèvement réalisé lors du contrôle inopiné réalisé en 2021 (rapport n°RP21122001-rév0 pour des prélèvements réalisés du 22 au 23 novembre 2021) et celui réalisé lors du contrôle inopiné réalisé en 2023 (n°RP23100301-rév0, pour des prélèvements réalisés du 3 au 4 octobre 2023) a été asservi au débit, mais n'a pas été réalisé sous accréditation par le laboratoire en charge du prélèvement.

Les rapports relatifs aux analyses du 10 au 11 août 2022 et du 7 au 8 mars 2023 ne relèvent pas des dépassements des paramètres indiqués aux articles 4.3.6 et 4.3.8 de l'arrêté préfectoral n°07-058/DDD du 16/04/2007, sauf pour le rapport DCO/DBO5 qui est supérieur à 2,5 (10,3 en 2022 et 4,5 en 2023).

L'exploitant indique qu'une réflexion est en cours pour trouver la cause de ce dépassement en DCO/DBO5 (cf. annexe confidentielle). L'inspection rappelle l'exploitant qu'il peut solliciter l'appui de l'agence de l'Eau Seine Normandie (https://www.eau-seine-normandie.fr/aides_entreprises) en vue de la réalisation d'études visant à améliorer la qualité des rejets aqueux.

Conclusion :

L'exploitant doit élaborer et mettre en place un plan d'actions en vue de respecter les valeurs limites d'émissions des rejets aqueux de son installation fixés aux articles 4.3.6 et 4.3.8 de l'arrêté préfectoral n°07-058/DDD du 16 avril 2007 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Autosurveillance – périodicité et transmission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 10.2.2 et AM du 28/04/2014, art. 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance – périodicité et transmission
<p>Prescription contrôlée : Non-conformité relevée lors de l'inspection du 15/03/2018 : « L'exploitant doit procéder à des mesures semestrielles pour les paramètres du tableau n°1 de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral. »</p> <p>Article 10.2.2. Auto surveillance des eaux résiduaires</p> <p>« L'exploitant réalise des analyses et mesures semestrielles des eaux résiduaires (rejet n°1) sur les paramètres visés au tableau 1 de l'article 4.3.8 et tous les 3 ans sur les paramètres visés au tableau 2 de l'article 4.3.8 du présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées, aux services du Service de Navigation de la Seine chargés de la police de l'eau ainsi qu'à la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt. »</p> <p>Arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>Article 1er</p> <p>« Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux derniers rapports d'autosurveillance des eaux résiduaires présentés par l'exploitant par courriel du 20/07/2023 (cf. point de contrôle précédent) indiquent que les deux dernières analyses ont été réalisées en début mars 2023 et en août 2022. L'intervalle entre ces deux analyses est de 7 mois, ce qui indique que la fréquence est légèrement supérieure à 6 mois.</p> <p>L'inspection remarque que ces deux rapports analysent les paramètres visés au tableau 2 de l'article 4.3.8, pour lesquels l'article 10.2.2 autorise que les analyses soient réalisées tous les 3 ans.</p> <p>L'inspection remarque que l'exploitant ne transmet pas à l'inspection annuellement les résultats de son autosurveillance des eaux résiduaires qui doit être réalisée de manière semestrielle pour les paramètres du tableau n°1 de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral n°07-058/DDD du 16/04/2007. Cette transmission doit être réalisée par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF), comme précisé à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Conclusions :</p> <p>L'exploitant doit transmettre annuellement à l'inspection des installations classées les résultats de l'autosurveillance des eaux résiduaires de son établissement en déclarant ces résultats par voie</p>

électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF).

L'exploitant doit veiller à la réalisation des analyses de surveillance à la fréquence prescrite à l'article Article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral n°07-058/DDD du 16/04/2007.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 10.2.3 et Annexe : tableau récapitulatif des contrôles périodiques

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Remarque relevée lors de l'inspection du 15/03/2018 (fiche d'inspection n°6) :

« Une vérification de la pertinence des points de mesure sera à réaliser pour le prochain contrôle d'autosurveillance des niveaux sonores. »

Article 10.2.3. Auto surveillance des niveaux sonores

« Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué, dans des conditions d'exploitation défavorables (fonctionnement des installations de concassage et broyage), indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 10.2.3 sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. »

Annexe : Tableau récapitulatif des contrôles périodiques

Article	Désignation	Périodicité	Archivage sur le site	Transmission des Documents		
				IIC	DDAF	SNS
[...]						
10.2.4 Auto surveillance des niveaux sonores	Mesures de contrôle acoustique tous les trois ans	6 mois à compter de la date de mise en service des installations 3 ans	Oui	Oui	Non	Non

Constats :

Par courriel du 20/07/2023, l'exploitant présente le dernier rapport de mesure des niveaux sonores, pour une campagne de mesures réalisée le jeudi 27 août 2020 en période diurne. Le rapport indique que les principales sources de bruit présentes sur le site provenaient :

- de l'activité de recyclage de matériaux de démolition (installation mobile de concassage-criblage de matériaux, 2 pelles hydrauliques, 1 chargeur, plusieurs camions) ;
- de l'activité de tri de déchets (1 pelle et plusieurs camions)

L'inspection remarque que trois points de mesure sont retenus :

- un point à la zone d'émergence réglementée (limite de propriété de l'habitation du gardien du SIVATRU) – ce point est influencé par l'activité des autres exploitations, dont le SBVS (centrale à béton) qui n'était pas pris en compte dans la description de l'environnement dans le rapport d'analyses en 2017 selon les constats de l'inspection ;
- un point à la limite d'emprise nord du site ;
- un point à la limite d'emprise sud du site.

Le rapport indique que l'émergence constatée au niveau des habitations les plus proches (ZER) et les niveaux de bruit ambiants constatés en limite d'emprise (nord et sud) sont inférieurs aux valeurs limites réglementaires.

L'exploitant précise qu'une mesure de bruit a été programmée en 2023, mais que la panne du

concasseur en juin 2023 l'a contraint à décaler cette mesure. Il précise que le site réalise deux campagnes de concassage par an.

L'inspection rappelle à l'exploitant que l'arrêté préfectoral n°07-058/DDD du 16/04/2007 prescrit la réalisation de mesures de contrôle acoustique tous les trois ans (cf. tableau récapitulatif des contrôles périodiques) et que l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral susmentionné prévoit la transmission à l'inspection des installations classées des résultats de ces mesures dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risque
Prescription contrôlée : Article 7.2.3. Plan des locaux « Un plan schématique, conforme à la norme NF S 60-302, comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipements de sécurité est apposé à l'entrée du site. »
Constats : Par courriel du 20/07/2023, l'exploitant présente le plan de circulation du site, qui indique notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'emplacement des locaux techniques (zones de circulation déchets, zones d'activité des engins, zone de réception d'amiante, pharmacie)• l'emplacement du stockage de produits chimiques• l'emplacement des équipements de lutte contre l'incendie (extincteurs, poteaux incendie). L'inspection constate que ce plan est affiché à l'entrée du site. L'inspection constate que le plan transmis le 20/07/2023 n'est pas à jour en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none">• l'emplacement de la zone amiante à côté de réserves de sable (cf. point de contrôle déchets amiante-ciments) ;• l'emplacement du local où sont stockés les produits chimiques présents dans l'installation ;• les emplacements des dispositifs de coupure de fluides (vanne d'isolement, vanne d'arrivée de l'eau potable) qui ne sont pas indiqués sur le plan ;• les emplacements des extincteurs, notamment pour ceux situés dans la zone de stockage de déchets et matériaux. Par courriel du 07/08/2023, l'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none">• un plan de circulation du site mis à jour. L'inspection constate que ce plan précise l'emplacement de la zone amiante, du local produits chimiques et des dispositifs de coupure de fluides (vanne d'isolement et vanne à l'arrivée de l'eau potable) ;• un plan du risque incendie du site, mettant en évidence les locaux à risque incendie, les outils mis à disposition pour lutter contre l'incendie, et la présence du clapet d'isolement dans le bassin de rétention et de l'existence de la procédure associée ;• un plan du risque radioactif du site, mettant en évidence les locaux à risque radioactif, précisant qu'en cas de déclenchement du portique de mesure de radioactivité, une zone d'isolement radioactif est prévue sur site, et la présence du clapet d'isolement dans le bassin de rétention et de l'existence de la procédure associée.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation et fonctionnement
Prescription contrôlée : Remarque relevée lors de l'inspection du 15/03/2018 (fiche d'inspection n°2) : « L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires afin que le dispositif d'affichage permette une information claire et lisible pour le public accédant à la déchetterie. » Article 2.1.3 Contrôle de l'accès « Le site est ouvert de 7h00 à 18h00 du lundi au samedi. En cas de situations particulières, le site pourra être ouvert le dimanche et les jours fériés pour la réception ponctuelle de déchets encombrants ou provenant de déchetteries des collectivités. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt. En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs et toutes les dispositions sont prises pour prévenir les intrusions malveillantes. »
Constats : L'inspection constate que le site possède une clôture, que le bassin de décantation n'était pas complètement plein et la présence d'un panneau précisant : <ul style="list-style-type: none">• les jours et horaires d'ouverture du site (samedis, dimanches et jours fériés ne sont pas précisés dans le panneau comme jours d'ouverture) ;• les différents matériaux, objets ou produits acceptés sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie. L'exploitant précise qu'en termes d'information pour les particuliers et professionnels qui peuvent être amenés à déposer des déchets amiantés sur le site, il a mis en place un flyer qui rappelle les modalités associées à ce dépôt : <ul style="list-style-type: none">• contact du site en amont de tout dépôt ;• besoin d'emballer les éléments dans un film plastique ;• prise de rendez-vous afin de pouvoir déposer les éléments dans l'aire réservée à cet effet ;• récupération de la facture et du bon de dépôt des déchets. L'inspection constate que plan de circulation transmis par courriel du 20/07/2023 est affiché dans la zone d'accueil du site à proximité du pont bascule. En outre, le plan de circulation du site mis à jour et transmis par courriel du 07/08/2023 indique les voies de circulation et les principaux emplacements du site pour le dépôt des déchets, y compris les déchets amiantés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité - Utilisation de Trackdéchets et du Registre National
Prescription contrôlée : Article R541-45 du code de l'environnement : « I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.[...] »
Constats : L'exploitant précise qu'il émet ses bordereaux de suivi de déchets dangereux au travers de l'outil « Trackdéchets » qui correspond à base de données électronique centralisée mentionnée à l'article R.541-45 du code de l'environnement pour la gestion de ces bordereaux de suivi de déchets dangereux. L'inspection constate toutefois qu'un seul compte Trackdéchets est ouvert pour les établissements Tersen qui disposent d'un même numéro de SIRET (associé au site de Pierrelaye dans le 95). L'exploitant précise que le site a un outil informatique dédié permettant de réaliser la gestion des déchets arrivant sur site. L'inspection constate que l'exploitant est en mesure de préciser, grâce à cet outil les quantités : <ul style="list-style-type: none">• de déchets d'amiante apportées sur site depuis le 1er juillet 2023 et les quantités évacuées du site les mois précédents (mai et juillet par exemple). L'exploitant présente à l'inspection le bordereau de suivi de déchets amiantés (BSDA) associé à l'enlèvement de 3,52 tonnes réalisé le 13/07/2023 sur le site de Triel sur Seine (BSDA-20230713-J30CZ5SFC), récupéré sur Trackdéchets. Le bordereau mentionne que les déchets ont été enlevés sur le « chantier » TERSEN de Triel sur Seine.• de bois B apportées sur site depuis le 1er juillet 2023 et les quantités évacuées du site les mois précédents (mai et juin par exemple). L'exploitant précise également qu'il réalise un bilan des stocks de déchets présents sur site tous les mois et qu'un géomètre expert réalise une levée des stocks présents sur site une fois par an. Il précise que ce suivi lui permet de suivre les quantités maximales de déchets présentes sur site et les durées d'entreposage de ces déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Déchets amiante -ciments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Organisation de la zone amiante
Prescription contrôlée : Remarque relevée lors de l'inspection du 15/03/2018 (fiche d'inspection n°4) : « Compte tenu du risque de propagation d'un incendie des zones attenantes vers la zone amiante, l'exploitant doit prendre les dispositions pour limiter ce risque en éloignant la zone amiante par exemple. » Article 9.3.2. « Zone amiante » « Lorsque les conteneurs de réception de déchets d'amiante-ciment sont pleins, ces derniers sont disposés dans l'attente de leur évacuation vers des installations d'élimination dûment autorisées à cet effet, sur une aire spécifique (zone amiante), aménagée et conçue de manière à minimiser son impact, à s'intégrer au site et à contribuer à prévenir les pollutions et nuisances. Son dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation. Tout dépôt de déchets d'amiante-ciment en dehors de cette aire est interdit. La « zone amiante » est clôturée (hauteur minimale 2 m) et fermée à clef. La clôture peut être remplacée par tous dispositifs présentant une efficacité équivalente. Cette zone est étanche et conçue pour permettre la collecte des eaux pluviales vers le bassin de collecte. La zone amiante comporte des marquages amiante appropriés. La « zone amiante » est suffisamment éloignée des autres zones du site (zone de réception et de dépôt des autres déchets, zones de stockage et d'expédition, etc ...) et est desservie par des voies de circulation constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant. [...]»
Constats : L'inspection constate que l'exploitant a relocalisé la zone amiante afin de l'éloigner des zones attenantes recevant autres types de déchets et pour faciliter la circulation des particuliers dans cette zone. L'emplacement précédent de la zone était desservi par des voies empruntées aussi par les camions professionnels, ce qui rendait difficile l'accès des particuliers à la zone. Le nouvel emplacement laisse la zone amiante à proximité de casiers contenant du sable (matériau) et de la zone d'isolement radioactif, à l'opposé du pont bascule. L'inspection constate que la zone est clôturée et fermée à clef, et signalée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Détection de rayonnements ionisants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 5.5.1, 5.5.2 et 5.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de rayonnements ionisants
Prescription contrôlée : Remarque relevée lors de l'inspection du 15/03/2018 (fiche d'inspection n°5) : « Portique de détection
<p>L'exploitant doit prendre en compte les remarques du constructeur afin de garantir l'efficacité de la mesure du portique en faisant en sorte que la vitesse des camions avant la pesée n'excède pas 5 km/h.</p> <p>Aire d'isolement du chargement</p> <p>L'exploitant doit penser au fait que la recherche des éléments radioactifs ne peut pas se faire sur la zone d'isolement, non étanche, située en entrée de site. Si un déchargement pour tri des déchets est envisagé sous contrôle d'une société spécialisée ou du SDIS, bien que cela puisse supposer l'arrêt des réceptions avoisinantes, l'exploitant doit trouver une autre zone répondant au critère d'étanchéité et procéder au déplacement du camion, après vérification du niveau d'exposition,</p> <p>L'exploitant déterminera à l'avance cette zone dite de « déchargement » et les conditions de fonctionnement de l'installation en cas d'occurrence d'un événement de ce type. Le personnel en sera informé.</p> <p>Procédure d'intervention en cas de détection de rayonnement ionisants</p> <p>Une mise à jour de la procédure en cas de déclenchement de portique est nécessaire. Il conviendra de :</p> <ul style="list-style-type: none">• préciser certaines étapes, compte tenu des modifications demandées (vitesse des véhicules, localisation de la zone d'isolement, localisation de la zone de déchargement, balisage) ;• de situer clairement les zones d'isolement et de déchargement éventuel ;• mettre à jour les coordonnées des contacts ou autorités compétentes. » <p>Article 5.5.1. Contrôle des déchets susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants</p> <p>« Les installations sont équipées d'un détecteur fixe de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement entrant ou sortant.</p> <p>Chaque passage fait l'objet d'un enregistrement permettant d'assurer la traçabilité du contrôle réalisé.</p> <p>Le seuil de détection est fixé à trois fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée. Le réglage du seuil de détection est vérifié selon un programme de vérification défini par l'exploitant.</p> <p>Le dispositif de détection des déchets susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. »</p> <p>Article 5.5.2. Procédure en cas de détection de rayonnements ionisants</p> <p>« L'exploitant met en place une organisation adaptée à la gestion du risque radiologique et établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif visé à l'article 5.5.1. La procédure visée au premier alinéa mentionne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• les mesures d'organisation, les moyens et méthodes nécessaires à mettre en œuvre en cas de

déclenchement en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement,

- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs,
- les dispositions prévues pour le stockage provisoire et l'évacuation des déchets en cause.

Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées. »

Article 5.5.3. Mesures de précaution en cas de détection de rayonnements ionisants

« Toute détection de rayonnements ionisants dans un chargement entraîne l'interdiction de déchargement des déchets sur la plate-forme et l'obligation de stationnement du véhicule sur l'aire spécifique étanche destinée à accueillir, en cas de besoin, ce chargement.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur la plate-forme ne peuvent être levées qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. Un nouveau contrôle d'absence de rayonnements ionisants sur le chargement est ensuite réalisé, avant tout déchargement sur la plate-forme. »

Constats :

Portique de détection, appelé également « pont bascule »

L'inspection n'a pas été en mesure de vérifier pendant la visite le respect de la limitation de vitesse par les camions entrant sur le portique de détection. L'inspection constate toutefois que le plan de circulation du site mis à jour et transmis par courriel du 07/08/2023 précise que la vitesse dans cette zone (« pont bascule ») est limitée à 5 km/h.

Mise à jour de la procédure d'intervention en cas de détection de rayonnements ionisants

L'exploitant précise avoir mis en place un logigramme avec 4 étapes précisant la procédure à suivre sur le portique de radiodétection. L'inspection constate que dans le poste de travail à proximité du pont bascule, une consigne intitulée « comment agir en cas de déclenchement du portique de détection de la radioactivité » est affichée. Cette consigne présente le logigramme de contrôle de chargement, et les consignes à suivre en cas de détection ainsi que des recommandations concernant les principales actions à prendre en cas de détection (isolement du chargement, identification des personnes pouvant avoir été exposées aux radiations, information des responsables du site, etc.). Cette consigne indique qu'en cas de détection confirmée après le 3^e passage du chargement sur le portique, le camion doit être placé dans la zone de sécurité, qui devra être isolée, la personne compétente indiquée sur la fiche devra être appelée ainsi que l'organisme compétent.

L'inspection remarque que la zone d'isolement prévue par l'exploitant est située à l'entrée de la zone amiante.

L'exploitant présente à l'inspection, par courriel du 07/08/2023, une mise à jour de cette consigne, afin de préciser les différentes étapes du logigramme de radiodétection, ainsi que les contacts à prévenir dans les meilleurs délais :

- l'opérateur responsable du tri et isolement du déchet radioactif
- l'Andra pour la collecte et traitement du déchet radioactif
- la DRIEAT en charge du suivi ICPE du département de l'installation.

L'exploitant précise que le dispositif de détection de la radioactivité des déchets est étalonné une fois par an. L'inspection constate que l'instrument de détection des rayonnements ionisants a un marquage indiquant que le dernier contrôle effectué par le fabricant du dispositif a été réalisé le 23/05/2023. Par courriel du 07/08/2023, l'exploitant présente la fiche de contrôle relative à l'intervention du 23/05/2023 et le rapport d'intervention n°3302 relatif à cette intervention. Ce rapport ne relève pas d'anomalies dans le fonctionnement de la détection.

Conclusions :

L'exploitant doit préciser dans la procédure d'intervention en cas de détection de rayonnements ionisants :

- l'emplacement de la zone d'isolement et comment est réalisé le balisage de la zone (la signalétique mise en place, etc).
- si l'opérateur responsable du tri et l'isolement du déchet radioactif a également en charge l'identification de la source, ou préciser l'acteur responsable pour cette identification le cas échéant ;
- que l'information de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement doit être immédiate après une détection.

L'exploitant doit également s'assurer que la zone d'isolement soit bien étanche et qu'elle permette un isolement de la source en sécurité, notamment vis-à-vis de la proximité avec la zone amiante du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2007, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Article 7.5.2 Entretien des moyens d'intervention « Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les essais et visites périodiques du matériel et des moyens de secours sont réalisés semestriellement. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »
Constats : L'inspection constate que l'extincteur positionné à proximité du casier PEHD (poudre 9kg) avait un marquage indiquant que la dernière vérification par une société spécialisée avait été réalisée en septembre 2022. L'extincteur poudre 9kg à proximité du casier bois A, portant le numéro 32 n'avait pas de marquage indiquant la dernière date de vérification. L'inspection consulte le registre de sécurité de l'installation. Ce registre indique qu'une société spécialisée a réalisé la vérification des extincteurs de l'installation le 13/09/2021, cette société n'est pas la même ayant réalisé le contrôle des installations en 2022 selon le marquage présente sur l'extincteur proche au casier PEHD vu en inspection. Conclusions : L'exploitant doit respecter la périodicité semestrielle de vérification des moyens d'intervention en cas d'accident (extincteurs, etc.) fixée par l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral n°07-058/DDD du 16 avril 2017. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs associés aux deux dernières vérifications des extincteurs de son établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Annexe 1 : planche photographique

Point de contrôle N° 6 : Entretien des réseaux de collecte des effluents



Bassin de décantation du site (photo prise au moment de l'inspection du 02/08/2023)